

Extrait du CDURABLE.info l'essentiel du développement durable

<http://cdurable.info/Durban-reculer-pour-mieux-sauter.html>

Sommet des Nations Unies sur le Climat

Durban : reculer pour mieux sauter ?

- Planète - Contribution Ecologique -



Date de mise en ligne : lundi 12 décembre 2011

Copyright © CDURABLE.info l'essentiel du développement durable - Tous droits réservés

Confuse, la conférence sur le climat de Durban l'aura été jusqu'au bout. Au terme d'une dernière nuit électrique, les négociateurs, épuisés, se sont séparés sur un accord gravement déconnecté de la réalité climatique selon le Réseau Action Climat de France : « Les artisans de ce résultat atterrant sont bien connus. En tête de file, les Etats-Unis ont déployé toute leur énergie à bloquer le processus. » s'indigne Sébastien Blavier du Réseau Action Climat (RAC-F).

Au petit matin, quelques pays dont l'Europe, l'Inde, la Chine et les Etats-Unis ont bâclé, sur un coin de table, la formulation juridique d'un accord mondial engageant tous les pays.

« Agreed outcome with legal force » sera l'une des options finalement retenues. « Cette formule, pétrie de cynisme, réjouit les Etats-Unis et leur offre une porte de sortie pour éviter que leurs engagements futurs ne deviennent juridiquement contraignants. » souligne Marion Richard du RAC-F.

Quant à la prolongation du Protocole de Kyoto, toutes les décisions importantes (durée des engagements, règles de fonctionnement) ont été repoussées à 2012 sans certitude d'aboutir.

Si la conférence de Durban devait permettre de nous maintenir sous les 2°C de réchauffement, elle a clairement failli à sa mission. Avec les objectifs actuellement sur la table, nous nous dirigeons vers un réchauffement de 4°C.

Pour sa part, le Fonds vert pour le climat a été mis sur pied. Mais c'est une coquille vide puisqu'aucun financement n'a été prévu pour l'abonder.

Ils ne pourront pas dire qu'ils ne savaient pas

Depuis quelques semaines, les experts du monde entier, GIEC, OMM, PNUE, AIE et OCDE notamment se sont égosillés à alerter sur l'urgence climatique : jamais la concentration de GES n'a été aussi élevée ; jamais il n'a été aussi urgent d'agir.

A ces conclusions, les décideurs ont choisi d'adresser un signal de mépris.

« Cet immobilisme indécent tourne le dos aux milliers de citoyens qui défilaient dans les rues de Durban il y a une semaine, aux délégations de jeunes qui se sont mobilisées tout au long de ces négociations et aux 750 000 signataires de la pétition qui exigeaient une issue ambitieuse. » s'insurge Marc Mossalgue.

COP 17 : Un accord à minima pour le WWF




Après deux semaines de négociation dont une session nocturne, conférence de l'ONU sur le climat à Durban a débouché sur des résultats quantifiables : une deuxième phase d'engagement au protocole de Kyoto est quasi-décidée, et un nouvel accord complet doit voir le jour d'ici 2015. C'est bien, mais c'est hélas trop peu face au défi climatique.

La 17ème COP s'est conclue par un accord relativement peu ambitieux qui crée un Fond Vert pour le climat faiblement doté financièrement. D'autre part, les représentants des Etats ont reporté à plus tard toutes les décisions principales portant sur le Protocole de Kyoto ; pour finir un engagement ambigu a été pris afin de trouver en 2015 un accord juridiquement contraignant afin de limiter le réchauffement de la planète.

Selon Samantha Smith, en charge de l'initiative mondiale « *Climat & Energie* » du WWF, « *les représentants des Etats ont beaucoup brassé de vent alors que leur rôle était de protéger leurs concitoyens. En ce domaine, ils ont échoué. Les analyses scientifiques confirment qu'il faut agir maintenant et vite alors que les phénomènes climatiques extrêmes, les canicules et les inondations, sont en train d'empirer. Il apparaît clairement que les intérêts politiques de quelques uns ont pesé plus lourd dans la balance que les intérêts de centaines de millions d'individus. Cette conférence se termine laissant la planète dans une situation à risques dramatique. On peut parler de catastrophe à venir quand on sait ce qui nous attend avec un climat à 4 degrés de plus. On a pu constater ici à Durban, que des pays comme les Etats-Unis n'étaient pas venus pour permettre d'obtenir un résultat ambitieux. Pour des raisons de politique intérieure, les Etats-Unis se sont arcbutés sur quelques mots alors qu'ils ont échoué sur l'essentiel : prendre les mesures nécessaires pour juguler le péril climatique. On gardera donc en mémoire qu'une poignée de gouvernements comme les Etats-Unis, la Russie, le Japon et le Canada ont fait obstruction empêchant ainsi un accord ambitieux mais avant tout réaliste face au drame qui se profile devant nous. A l'inverse, nous avons pu constater avec bonheur qu'un groupe croissant d'Etats partagent une ambition toute autre, en particulier parmi les Etats les plus vulnérables, les Etats insulaires ou africains. Nous savons tous que le changement climatique est un problème planétaire qui nécessite une solution globale.* »

« *La conférence de Durban n'a pas été en mesure de nous la donner mais cela ne veut pas dire que nous devons baisser les bras. Le combat contre le changement climatique est une urgence pour tous qui devra être gérée dans ce processus ou à l'extérieur. Ce qui est certain, en revanche, c'est que nous ne pouvons continuer comme cela car à terme nous n'aurons pas assez de ressources pour tous* »

Jim Leape, Directeur général du WWF International, conclut que « *les hommes politiques à Durban ont fait preuve d'une incapacité alarmante à affronter avec courage le défi du changement climatique. Les appels à trouver des solutions ne se sont soldés que par des paroles en l'air.* »

 **Contact WWF International :** [Elise Buckle](#), Responsable des politiques internationales, coordinatrice de la campagne G20 :
+41 79 278 48 90

Un sommet qui touche le... fond pour les Amis de la Terre

[Les Amis de la Terre]

A Durban, on s'est mis d'accord pour continuer à discuter en vue d'un accord, en 2015, qui devrait préfigurer d'un autre accord plus ferme, qui pourrait entrer en vigueur en 2020, si on est d'accord pour fixer des objectifs contraignants, sans savoir si ces objectifs auront un quelconque effet sur les climats. C'est ce qu'on appelle « *une avancée considérable* ».

Le Protocole de Kyoto est entré en vigueur en 2005. Dans l'esprit de ses auteurs, le plus gros effort devait d'abord être fait par les pays qui, pendant des décennies, ont produit des gaz à effet de serre et sont historiquement responsables des changements climatiques auxquels nous assistons aujourd'hui.

Le protocole prévoyait une baisse des émissions de gaz à effet de serre entre 2008 et 2012, de 5,2 % par rapport au niveau de 1990 pour les états industrialisés. De 1990 à 2008, le Japon a augmenté ses émissions de 6,5 %, les Etats-Unis de 16 %, l'Australie et la Nouvelle Zélande de 25 %, le Canada de 28 %. La France les a diminuées de 0,8%. (A noter les résultats de l'Allemagne : -17 %).

▶ [Plus d'infos sur les résultats pays par pays](#)

Face à l'immobilisme des grands pollueurs historiques, les pays émergents comme la Chine et l'Inde se font prier et ne veulent pas remettre en cause leur croissance industrielle. L'Union européenne joue toujours un rôle ambigu, entre des ambitions affichées et des actes souvent modestes, sans compter son soutien actif à de nombreuses fausses solutions nuisibles socialement et écologiquement comme les marchés carbone, la compensation et les agrocarburants.

Entre ces deux fronts, les pays les plus pauvres subissent déjà lourdement les changements climatiques. Pour le nigérian Nnimmo Bassey président de la Fédération Internationale des Amis de la Terre : « *Ce que les pays riches doivent entendre haut et fort, c'est que l'Afrique ne veut pas payer pour leur crise. Tout autre accord qu'un accord juridiquement contraignant avec de fortes réductions des émissions pour les pays développés, dans une seconde phase d'engagements du Protocole de Kyoto, doit être appelé par son nom : ce sera un permis d'incinérer l'Afrique et ses peuples.* »

L'accord de Durban prévoit qu'un Fonds Vert soit être mis en place. Les pays industrialisés se sont engagés à payer 100 milliards de dollars, mais pour l'instant le vert reste la couleur de l'espoir et pas encore celle des dollars. Pour les Amis de la Terre, ce Fonds n'est pas une aumône, mais seulement le remboursement des dettes écologiques et climatiques des pays riches envers les pays qu'ils ont pillés ou qui supportent déjà les changements climatiques.

Pour Martine Laplante, présidente des Amis de la Terre France : « *Ce nouveau traité est une ruse pour détourner l'attention du monde, de l'échec des pays développés à respecter les engagements existants de réduire leurs émissions. Nous n'avons pas besoin d'un nouvel accord. Il y en a un qui existe déjà. Un nouveau mandat sera une porte ouverte à la dérégulation en matière de climat, les pollueurs continueront à polluer, les spéculateurs tireront profit de la pollution et le reste du monde devra supporter le fardeau de la crise climatique.* ».

Les Amis de la Terre craignaient que l'agriculture et les forêts ne soient introduites dans les mécanismes de la finance carbone. Les délégués se sont mis d'accord sur le très contesté programme REDD (programme de réduction des émissions provenant de la déforestation et de la dégradation des forêts). Des financements privés et des mécanismes basés sur le marché pourront financer ces programmes. Un groupe de travail va aussi préparer

l'éventuelle entrée de l'agriculture dans ces mécanismes. On livre les forêts et l'agriculture à la spéculation aux dépens des humains les plus vulnérables et des climats.

Pour Bobby Peek de groundWork (Amis de la Terre d'Afrique du Sud) : « *On voit très bien ce qui conditionne l'ordre du jour des discussions. De plus en plus de pays viennent à ces négociations sur le climat avec un seul objectif en tête : défendre et promouvoir les intérêts de leurs industries polluantes et de leurs multinationales et pour s'opposer à tout effort mondial pour aboutir à un accord juste et solide qui lutte contre les changements climatiques. Beaucoup de pays profitent de ces négociations climatiques pour impulser de fausses solutions dangereuses pour les climats comme l'expansion des marchés carbone.* »

Mithika Mwenda a participé à la Caravane de l'Espoir organisée par l'Alliance Pan-Africaine pour la Justice Climatique. Elle est partie du Burundi et a traversé l'Afrique jusqu'à Durban. Pour lui : « *Les climats, c'est comme le Titanic. Les pays riches pensent qu'ils vont s'en sortir. C'est sûr qu'avec le peu de ressources qu'elle a pour s'adapter, l'Afrique coulera en premier, comme les passagers de troisième classe. Mais à la fin, tout le monde coulera. Personne n'y échappera, nos sorts communs sont étroitement et intimement liés.* »

► **Contact :** [Caroline Prak](#) - Les Amis de la Terre France : 01 48 51 18 96

Vidéo Clôture Sommet de Durban



La 17^{ème} conférence des parties (COP17) de la Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique (UNFCCC) et la 7^{ème} session de la Conférence des parties siégeant en tant que Réunion des parties au Protocole de Kyoto (CMP7), se sont tenues du 28 Novembre au 9 décembre 2011 à Durban, en Afrique du Sud.

« Nous autres Africains... »



Par son Excellence Idriss Deby itno, Président de la République du Tchad

« *Intervenant lors de l'ouverture de la 17^{ème} conférence mondiale contre le réchauffement climatique qui s'est tenue à Durban, Afrique du Sud, du 28 novembre au 11 décembre 2011, le président du Tchad a stigmatisé « les pays industrialisés qui n'ont pas respecté leur engagement » de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre.*

Nous autres africains, mesurons sans doute, plus que d'autres aujourd'hui, les effets néfastes du changement

climatique qui se traduisent par une sérieuse hypothèque sur la survie des pans entiers de nos populations.

En nous joignant aux autres pays du Monde à ces importantes rencontres consacrées au changement climatique pour participer à ces moments d'échanges et de décisions, nous pensons fermement que la Dixième Conférence des Parties que nous tenons reste la période charnière aux termes de la période 2008-2012 où les pays industrialisés ont pris l'engagement de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre à hauteur de 5%. Malheureusement ces pays qui sont par ailleurs les plus grands pollueurs n'ont pas respecté leur engagement.

Nous devons avoir à l'esprit les résultats de deux semaines de longues tractations de COPENHAGUE qui ont enterré l'espoir d'une lutte efficace contre le changement climatique, même si CANCUN a fait renaître l'espoir par un accord à minima.

Sur ce sujet si vital de changement climatique, le comportement des pays industrialisés met en danger le monde entier, un danger qui n'épargnera ni les riches ni les pauvres même si les pauvres sont les plus exposés.

Les petits pays insulaires tendent vers une disparition certaine quand il faut considérer la vitesse à laquelle les glaciers sont entraînés de se fondre, les Tsunami qui touchent les pauvres et les riches, les canicules qui préoccupent les pays développés malgré la haute technologie... Tous ces fléaux doivent interpeller notre conscience collective.

C'est pourquoi, notre conviction profonde demeure qu'il est plus qu'urgent de développer une plus grande solidarité internationale afin de faire face aux problèmes actuels que pose le changement climatique. Une telle solidarité devrait permettre d'envisager des solutions plus holistiques et plus inclusives. Elle devrait plus concrètement permettre d'envisager des solutions hardies telles que la mise en oeuvre des actions sur les forêts du Bassin du Congo, l'édification de la Grande Muraille Verte de l'Afrique ou encore le transfert des eaux de l'Oubangui afin de reconstituer le Lac-Tchad, pour ne citer que ces exemples là.

En Afrique, le Tchad et les autres pays du Sahel sont les remparts contre l'avancée galopante du désert. Ces pays luttent depuis des lustres malgré leurs modestes moyens.

En Afrique centrale, le Tchad reste le dernier verrou qui protège le Bassin forestier du Congo qui, avec l'Amazonie, permet à la Planète de séquestrer les gaz à effet de serre. Ce verrou doit être protégé par le monde entier, malheureusement, dans la bataille sans merci que mènent les pays membre de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) pour sauver le Lac-Tchad, les pays industrialisés tardent à se manifester substantiellement.

Laisser tarir le Lac-Tchad équivaut à un suicide collectif dont les riverains ne seront certainement pas les seules victimes. C'est pourquoi le transfert des eaux de l'Oubangui au Lac-Tchad doit intéresser le monde entier et plus particulièrement les Etats membres de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC).

En ma qualité de Président en exercice de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), il ne me paraît pas superflu de rappeler que si le monde attend beaucoup des Etats africains pour la sauvegarde de notre planète du fait du potentiel forestier que recèlent nombre de ceux-ci, nos populations attendent aussi de légitimes compensations en vue de réduire leur dépendance à l'égard de ces ressources pour financer leur développement ou simplement pour assurer leur survie.

Quoi de plus normal pour nos populations que de recourir à l'utilisation de nos ressources naturelles pour la satisfaction de leurs besoins, en particulier énergétiques ? Mais en même temps, quoi de plus dangereux pour l'environnement que de telles actions anthropiques, si l'on en croit les spécialistes ?

Durban : reculer pour mieux sauter ?

C'est pourquoi, nous devons nous engager résolument vers la recherche d'alternatives qui concilient à la fois nos exigences de développement et la nécessité de sauvegarder l'environnement.

A cet égard, la promotion des énergies renouvelables nous paraît l'une des pistes les plus prometteuses. Nous devons, par conséquent, nous investir dans la recherche de toutes les solutions appropriées dans un souci partagé du mieux-être de nos populations. Profitant de l'occasion, je voudrais informer les participants de la tenue du Forum International sur les Energies Renouvelables du 1er au 4 février 2012 à N'Djamena et vous y inviter.

Les pays du G 20, grands pollueurs de notre planète ont les ressources nécessaires, possèdent des avantages certains en la matière et peuvent jouer le rôle de locomotive.

La Dix septième Conférence des Parties à la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique et la Septième Réunion des Parties au Protocole de Kyoto qui se tiennent à Durban doivent déboucher sur des résultats concrets dont la mise en oeuvre assurera l'amélioration des conditions de vie de nos populations. Il s'agit bien du présent et de l'avenir de l'humanité toute entière.

En effet, le réchauffement de la terre, avec ses effets pervers, a une influence certaine sur le développement. Si le changement climatique est considéré comme un problème planétaire, freinant la croissance de nos pays, la solution doit être planétaire, pertinente, juste et efficace, dans un élan volontariste de solidarité et de responsabilité, pour profiter à tous les pays du monde en général, et aux pays africains en particulier. En participant à cette importante rencontre, nous voulons, au nom des Chefs d'Etat des pays membres de la Commission Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) et de ses populations partager avec la communauté internationale les préoccupations qui sont liées aux changements climatiques et leurs répercussions sur les écosystèmes de nos pays.

Le cas le plus emblématique est l'assèchement du Lac-Tchad qui se retrouve actuellement avec 1/10ème de sa superficie, passant ainsi de 25 000km² des années 1960 à environ 2 500km² aujourd'hui. Quatrième lac d'Afrique avec un bassin de 2.355.000 Km² repartit entre neuf (9) pays, le Lac Tchad fait vivre environ 30 millions de personnes. L'impact de ce changement fait peser des menaces graves sur la biodiversité et l'existence même du Lac Tchad. La disparition du Lac Tchad n'affectera pas que la cuvette centrale d'Afrique, mais elle aura des incidences fâcheuses, multiples et étendues sur une bonne partie du continent.

Si rien n'est fait pour faire face à ce phénomène, le Bassin du Congo, deuxième massif forestier et poumon écologique mondial après l'Amazonie, subirait des conséquences environnementales désastreuses et mettra ainsi en péril la vie des millions de personnes. Il y a donc une réelle menace pour l'équilibre écologique du monde.

Je dis que l'Afrique centrale n'est pas responsable du réchauffement climatique, mais en paye le prix. Au delà, le continent africain qui émet le moins de gaz à effet de serre est l'un des plus vulnérables aux effets néfastes du changement climatique.

C'est la raison qui nous conduit à considérer que la protection de l'environnement est intimement liée à la solidarité. Cette solidarité doit s'exprimer entre pays développés pollueurs et pays pauvres victimes de la pollution.

Je voudrais préciser qu'en plus de cet appel à la solidarité internationale, l'Afrique doit avoir les moyens de s'adapter aux changements climatiques ou d'en atténuer ses effets. Certes, l'Afrique a proposé un plan de financement. Mais nous devons également disposer de mécanismes plus souples à mettre en oeuvre, garantissant le maintien de la qualité de la vie de nos populations. Cela passe nécessairement par la préservation du bassin forestier du Congo qui a une fonction majeure dans la protection de nos côtes maritimes menacées par l'érosion.

Il n'est pas vain de relever, pour y insister, que quelle que soit leur ampleur, les efforts individuels de chacun de nos Etats resteront marginaux face aux dégâts déjà constatés et à venir.

C'est pourquoi, notre Sommet doit proposer des solutions concrètes en termes de solidarité.

Les différentes thématiques de notre Sommet doivent aller droit au but face à ce péril climatique annoncé. Il faut donc dès aujourd'hui, réduire notre vulnérabilité aux variations climatiques afin d'éviter des dommages environnementaux beaucoup plus importants qui s'exprimeront en termes matériels, financiers, mais aussi en perte de vies humaines. La solidarité internationale doit l'emporter sur toutes les autres considérations.

M'adressant à mes soeurs et frères africains, je leur dis que l'Afrique doit jouer un rôle significatif au cours de cette Conférence des Parties et de cette Réunion sur le Protocole de Kyoto. Si les pays industrialisés, grands pollueurs de l'environnement, attendent beaucoup des forêts africaines pour séquestrer les gaz de leurs industries, il serait logique qu'ils consentent aussi des efforts financiers et allègent les procédures d'accès au financement. Les pays africains doivent savoir que sans l'Afrique, les effets du changement climatique ressentis actuellement seraient pires.

C'est pourquoi, notre conviction profonde demeure qu'il est plus qu'urgent de développer une plus grande solidarité africaine d'abord, puis mondiale afin de faire face aux problèmes actuels que pose le changement climatique.

La Dix septième Conférence des Parties, dernière Conférence de la période de la promesse non tenue par les pays à l'annexe1 du Protocole de Kyoto, doit être l'occasion de prendre les décisions audacieuses de lutte contre le Changement climatique. Le monde entier, en particulier l'Afrique doit travailler au renouvellement des engagements pris dans le Plan d'Action de Bali. Car sans une vision partagée de la lutte contre le Changement Climatique, sans financement, sans transfert de technologies, nous n'arriveront jamais à bout des effets néfastes du changement climatique. »

Maigres résultats

Il en est du climat comme de la crise financière, le problème est sérieux et préoccupe légitimement la planète, les solutions sont plus ou moins connues et requièrent les efforts de tous. Mais, l'égoïsme des nations demeure et l'absence de leadership mondial empêche tout véritable multilatéralisme, c'est-à-dire de trouver des consensus sur les urgences les plus prégnantes, à savoir une folie financière en train de dévaster la cohésion sociale et un réchauffement climatique impossible à maîtriser.

Après plus de quatre jours de débats à Durban, où s'est tenu le sommet des Nations Unies sur le changement climatique, les tergiversations ont pris le pas sans qu'aucune avancée ne perce véritablement sur les deux sujets centraux : que faire du processus de Kyoto qui touche à sa fin en 2012 ? et comment alimenter concrètement le fonds vert de 100 milliards de dollars censé aider à la transition écologique les pays les plus vulnérables, notamment le continent africain sous-développé et particulièrement frappé par les intempéries liées aux dérives climatiques.

Me trouvant à Durban, j'ai pu constater de visu les dégâts causés par des pluies torrentielles, inondant avenues et routes et causant sept morts. Et pourtant l'Afrique du Sud n'est pas le pays africain le moins développé, c'est même un territoire harmonieusement habité et administré et la fin de l'apartheid a été gérée du mieux possible. Durban, où se tient cette messe climatique, est une cité qui rappelle Miami ou Los Angeles avec un magnifique bord de mer, des populations de toutes origines qui coexistent paisiblement, une activité dense et une jeunesse rieuse. Bref, une société pleine d'élan, nonobstant une pauvreté et une insécurité qui perdurent et des inégalités criantes.

On sait l'Europe très attachée à la reconduction du processus de Kyoto, qui pour l'essentiel établit des objectifs chiffrés de réduction des gaz à effet de serre. Comme à Copenhague il y a deux ans, comme à Cancún l'année dernière, certaines grandes puissances avec à leur tête la Chine et les Etats-Unis, ne veulent pas se lier les mains, ou plutôt ne souhaitent pas que l'on contraigne leurs entreprises industrielles à recevoir des recommandations freinant leurs activités. Cela ne veut pas dire que la Chine ou les Etats-Unis ne luttent pas contre le réchauffement climatique, ces deux pays développent fortement les productions d'énergies renouvelables et ont une véritable efficacité énergétique. A la suite de la réticence des Etats-Unis et de la Chine, de nombreux pays se sont engouffrés dans la brèche : le Canada, le Brésil, l'Inde pour à leur tour refuser de renouveler en l'état ce protocole de Kyoto. Certes, on peut contester certains éléments rigides, voire l'ordonnancement bureaucratique de Kyoto, mais ce protocole a le mérite d'exister comme une loi commune pour régir le réchauffement climatique. Egoïsme des nations quand tu nous tiens... On verra plus tard, l'Europe a du accepter la passivité prônée par les Etats Unies et la Chine, on cherchera un accord global vers 2015 sans rien imposer du tout pour l'heure... sinon que « Kyoto » se rétrécit géographiquement et pour une prolongation partielle de 5 ans. Bref, accord à minima... d'ici 2020.

Maintenant, le fameux fonds vert très attendu par l'Afrique et dont les fonds semblent manquer en cette période de crise économique. A ce niveau le désaccord est moins sur le fond, tout le monde en approuve le principe, que sur la forme : où trouver l'argent, quel part du privé, comment administrer les allocations financées.

On retrouve ici la sempiternelle problématique de la coopération Nord/Sud où les uns sont prêts à donner en contrôlant le processus et où les autres voudraient recevoir une aide financière en maîtrisant la démarche. Quoiqu'il en soit, la communauté internationale réunie à Durban n'a pas beaucoup avancé sinon pour impliquer la Banque Mondiale et les Nations Unies en vue de trouver les 100 milliards de dollars attendus d'ici 2020 pour aider l'Afrique à amorcer sa transition environnementale !


Emile H. Malet - Directeur de la revue Passages et de l'ADAPes

[PASSAGES-ADAPES](#), 10 rue Clément, 75006 Paris

Tél. 01 43 25 23 57 - fax : 01 43 25 63 65

Site : www.passages2050.org

Revue de Presse de la Fondation pour la Nature et l'Homme

 *Et pendant ce temps, la fonte des glaciers s'accélère...*, Stéphane Foucart, envoyé spécial à San Francisco pour Le Monde 10/12/11, 14h17 :

Tout autour du globe, sous toutes les latitudes, à toutes les altitudes, les glaciers reculent et disparaissent à marche forcée. A une vitesse qui, bien souvent, excède des prévisions encore jugées alarmistes voilà quelques années. Alors que les négociations engagées à Durban (Afrique du Sud) s'enlisaient, les scientifiques réunis au congrès d'automne de l'American Geophysical Union (AGU), qui s'est achevé vendredi 9 décembre à San Francisco (Etats-Unis), prédisent un avenir toujours plus sombre à la cryosphère - c'est-à-dire l'ensemble des glaces de la planète.

La remise à jour de l'inventaire des glaciers alpins français est l'un des derniers signes en date de ce pessimisme. Ces nouvelles observations, rendues publiques au cours du congrès, sont les manifestations les plus spectaculaires, sous nos latitudes, du réchauffement en cours. En moins de quarante ans, les glaces alpines ont perdu plus d'un quart de leur superficie. Celle-ci est passée de 374 km² au début des années 1970 à moins de 275 km² aujourd'hui. En cause : l'augmentation des températures estivales et la fonte associée. Toujours plus importante, celle-ci n'est

plus compensee par la recharge de l'hiver.

Le constat le plus inquietant est celui de l'acceleration du phenomene. La perte de glace a ainsi ete environ deux fois plus importante entre 1986 et 2003 qu'entre 1970 et 1986. "De maniere generale, on note depuis le debut des annees 1990 une acceleration du phenomene sans precedent depuis au moins un siecle et demi", precise le glaciologue Antoine Rabatel (Laboratoire de glaciologie et de geophysique de l'environnement), coauteur avec Marie Gardent (universite de Savoie) de ce nouvel etat des lieux.

Les disparites sont tres marquees. Ainsi les glaciers du massif du Mont-Blanc n'ont perdu que 9,7 % de leur surface au cours les quarante dernieres annees quand ceux du massif d'Ubaye ont quasiment disparu. De meme, a l'est de Grenoble, celui de Belledonne a vu la superficie de ses glaces perdre pres de 70 %... Et encore, il ne s'agit la que d'une evaluation de la perte de surface. La perte de volume - pour l'heure impossible a evaluer pour l'ensemble des massifs - est vraisemblablement plus impressionnante encore.

Selon d'autres mesures, presentees par le glaciologue Etienne Berthier, chercheur au Laboratoire d'etudes en geophysique et oceanographie spatiales (Legos) et rendues publiques au cours du congres de l'AGU, la langue de la mer de Glace - l'un des plus importants glaciers alpins - a ainsi perdu en moyenne 4 m d'epaisseur par an entre 2000 et 2008. Elle n'en avait abandonne que 60 cm par an en moyenne entre 1979 et 1994...

Le cas des Alpes francaises n'est pas isole. La tendance y est meme moins marquee qu'ailleurs. "Globalement, on peut dire que le paysage est tres homogene, explique Etienne Berthier. On perd de la glace partout et c'est un phenomene qui est en forte acceleration." "Lorsqu'on regarde l'evolution des temperatures, on reussit toujours a trouver un intervalle de temps sur lequel on peut voir un bref refroidissement, ajoute le chercheur. Avec les glaciers, a l'exception de tres rares zones d'anomalie, c'est impossible. Depuis dix a vingt ans, on perd toujours de la glace."

L'un des exemples les plus frappants est, pour le cas des glaciers d'altitude, celui des Andes tropicales. "Dans les quatre dernieres decennies environ, ces glaciers ont globalement perdu de 30 % a 40 % de leur surface", dit M. Rabatel. Dans cette region, les repercussions socio-economiques de ce phenomene sont deja sensibles : les debits des cours d'eau, pendant la saison seche, commencent a flechir. "Lorsque les glaciers diminuent, les debits commencent d'abord par augmenter, explique Michel Baraer (universite McGill, Canada). Puis, lorsque leur taille atteint une valeur-seuil, les debits qu'ils alimentent en aval se mettent a diminuer et sont alors voues a se reduire, annee apres annee."

Ce seuil, baptise "peak water", marque le debut d'un inexorable declin des fleuves en aval. "Les glaciers de la cordillere Blanche (au Perou) alimentent neuf bassins, precise M. Baraer. Sur ces neuf bassins, sept ont deja franchi leur peak water." Les chercheurs estiment que, pendant la saison seche, les glaciers contribuent aux fleuves pour environ un tiers de leur debit.

Les travaux menes par Michel Baraer et Jeffrey McKenzie dans la zone montrent que les impacts, deja sensibles, ont toutes les chances de devenir explosifs dans la decennie a venir. Dans cette region du Perou, les cours d'eau alimentes par les glaciers de la cordillere Blanche sont detournes pour alimenter un vaste complexe d'agriculture irriguee - le projet Chavimochic - installe dans une region gagnee sur le desert. "Des sommes tres importantes ont ete investies et sont toujours investies dans ce projet qui arrive pourtant a sa limite, dit M. Baraer. D'autant que des villes a la demographie galopante sont installees la, et leur approvisionnement en eau depend aussi partiellement des glaciers."

La tendance est mondiale : ce qui est vrai sous les tropiques l'est aussi dans les zones polaires. "L'Arctique canadien semblait jusqu'a un passe recent relativement epargne par cette acceleration constatee a l'echelle globale, dit M. Berthier. Mais sa perte de masse a desormais aussi tendance a acclerer." De fait, les dernieres mesures, menees par l'equipe d'Alex Gardner (universite de l'Alberta, Canada), indiquent que les glaciers de cette region ont perdu en moyenne 31 milliards de tonnes (Gt) de glace par an entre 2004 et 2006. Entre 2007 et 2009, ils en ont perdu 92 Gt par an en moyenne. Soit pas loin du triple de la periode precedente...

Astronomiques pour le beotien, ces chiffres ne sont pourtant pas grand-chose au regard de la situation des grandes calottes glaciaires du Groenland et de l'Antarctique. Les satellites jumeaux Grace, qui mesurent les variations du champ de gravitation, permettent de s'en faire une idee. "Les dernieres estimations portent la perte de masse des glaciers du Groenland a environ 300 Gt par an, et a 200 Gt par an pour l'Antarctique, explique ainsi Eric Rignot (universite de Californie a Irvine/Jet Propulsion Laboratory). Initialement, l'enormite de ces chiffres a provoque un choc, mais ils sont desormais de plus en plus acceptes par la communaute scientifique : nous avons desormais neuf ans d'observations avec Grace et on ne peut plus ne pas voir le signal." Sur le Groenland, a peu pres aucun doute ne subsiste sur l'acceleration de sa perte de masse. Pour l'Antarctique, des observations moins alarmantes ont ete

presentees a San Francisco, et alimentent encore le debat scientifique.

Reste que, selon M. Rignot, "les observations dépassent ce que les modeles prevoient." "Si l'acceleration actuelle continue, la seule perte de masse de l'ensemble des glaciers mondiaux fera monter le niveau de la mer de 80 cm d'ici a la fin du siecle, ajoute le chercheur. Ce qui, en comptant la dilatation thermique des oceans, porterait cette elevation a plus d'un metre."



http://www.lemonde.fr/planete/article/2011/12/10/et-pendant-ce-temps-la-fonte-des-glaciers-s-accelere_1617030_3244.html



Durban trace une feuille de route pour un accord sur le climat en 2015, AFP, 11/12/11, 06h38, 11:53, 12:19 & 17:43

Durban (Afrique du Sud) - Les negociations marathon sur le climat ont abouti dimanche a l'aube, a Durban (Afrique du Sud), a une feuille de route vers un accord en 2015 englobant pour la premiere fois tous les pays pour lutter contre le rechauffement.

Le soulagement dominait chez les representants des quelque 190 pays rassembles dans cette conference qui a frole la catastrophe a l'issue de 14 journees et deux nuits blanches de negociation. En l'honneur de Mandela : Cela a toujours l'air impossible, jusqu'a ce que ce soit fait. Et c'est fait !, a reagi, lyrique, sur twitter, Christiana Figueres, responsable de l'ONU pour le climat.

Mais l'Union europeenne, qui avait mis tout son poids dans la balance pour aboutir a un accord juridiquement contraignant, a du se contenter, a l'issue de cette reunion largement eclipsee par la crise de l'euro, d'un texte laissant en suspens la question du caractere contraignant du futur pacte climatique.

Cet accord, qui permet aussi d'ecrire une suite au protocole de Kyoto apres 2012 et d'eviter un echec deux ans apres l'immense deconvenue de Copenhague, ne s'accompagne toutefois pas d'une hausse du niveau des promesses des pays pour reduire leurs emissions de gaz a effet de serre. Promesses qui sont actuellement largement insuffisante pour contenir le rechauffement sous le seuil de 2°C.

Face a la vive opposition de l'Inde, les Europeens ont finalement accepte une formulation decrivant ce futur accord comme un protocole, un autre instrument legal ou une solution concertee ayant une force legale.

L'objectif est que cet accord entre en vigueur a partir de 2020.

L'affaire s'est finalement bien terminee, a estime le representant americain pour le climat, Todd Stern. C'est la premiere fois que l'on va voir des pays en developpement accepter d'etre tenus par un accord legal sur le climat, a-t-il souligne. (

Comme un somnambule vers 4°C

Les decisions prises a l'aube dans cette ville situee sur l'ocean Indien sont bien en-deca de ce qu'exige l'urgence climatique, a de son cote regrette l'ONG Oxfam, qualifiant cet accord de strict minimum possible qui laisse le monde se diriger comme un somnambule vers un rechauffement de 4°C.

Avec cette feuille de route en poche, les Europeens ont donne leur accord a la poursuite du protocole de Kyoto apres 2012. Conclu en decembre 1997 et entre en vigueur en fevrier 2005, le protocole impose aux pays industrialises, a l'exception notable des Etats-Unis qui ne l'ont pas ratifie, de reduire leurs emissions de six substances responsables du rechauffement, au premier rang desquels le CO2.

Cette prolongation etait une revendication forte des pays en developpement qui rappellent inlassablement que le Nord a une responsabilite historique dans l'accumulation de CO2 dans l'atmosphere.

La mise en place du mecanisme de fonctionnement du Fonds vert, destine a aider financierement les pays en developpement a faire face au changement climatique, a egalement ete adoptee a Durban.

Cependant, la question centrale de l'alimentation de ce fonds reste a ce jour largement sans reponse, alors que l'engagement pris a Copenhague, il y a deux ans, est d'aboutir a 100 milliards de dollars par an a compter de 2020.

Nous sommes entres dans une periode d'incertitude economique, une ere d'austerite fiscale. Mais je ne pourrais jamais trop souligner a quel point il est crucial que les pays developpes tiennent leurs engagements, a souligne cette semaine a Durban le secretaire general de l'ONU Ban Ki-moon.

La conference de Durban qui s'est achevee avec 36 heures de retard, restera dans l'histoire des negociations

climatiques, pourtant habituees a jouer les prolongations, comme le record du genre.

Le prochain grand rendez-vous de la diplomatie climat aura lieu au Qatar... plus grand emetteur de CO2 par habitant au monde.



<http://www.romandie.com/news/n/ Durban trace une feuille de route pour un accord sur le climat en 201511220110612.asp>



Climat : adoption à Durban d'une feuille de route pour un accord en 2015, AFP, 11/12/11, 11:53



<http://www.tv5.org/cms/chaine-francophone/info/p-1911-Climat-adoption-a-Durban-d-une-feuille-de-route-pour-un-acord-en-2015.htm?&rub=20&xml=newsmlmmd.6558af0d79331ef300aca0b6605c6429.61.xml>



Durban : les pays adoptent une feuille de route pour un accord global sur le climat en 2015, FTVi avec AFP, mis a jour le 11/12/11, 12:19



http://www.francetv.fr/info/une-feuille-de-route-tracee-a-durban-pour-un-accord-global-sur-le-climat-en-2015_37477.html



Climat : a Durban, le compte n'y est toujours pas, mais les lignes ont bouge, AFP, 11/12/11, 17:43



<http://www.tv5.org/cms/chaine-francophone/info/p-1911-Climat-a-Durban-le-compte-n-y-est-toujours-pas-mais-les-lignes-ont-bouge.htm?&rub=20&xml=newsmlmmd.843ba7fa0de5353cc580ec2287769797.1c1.xml>



Climat : un accord a Durban pour un nouveau pacte mondial en 2015, LeMonde.fr, 11/12/11, 08h26
Laurence Caramel (envoyee speciale)

En l'honneur de Mandela : cela a toujours l'air impossible, jusqu'a ce que ce soit fait. Et c'est fait !" : le tweet poste par Christiana Figueres, responsable de l'ONU pour le climat, a l'aube du dimanche 11 decembre traduit le soulagement des representants des 190 pays rassembles depuis le 28 novembre a la conference de Durban (Afrique du Sud).

La 17eme conference des Nations unies sur le climat s'est finalement achevee, a l'issue de deux nuits blanches consecutives de discussions, par un accord prevoyant d'etablir d'ici a 2015 un pacte global de reduction des emissions de gaz a effet de serre, a l'origine du rechauffement climatique.

Cet accord devra entrer en vigueur en 2020. Il concernera pour la premiere fois tous les grands pays emetteurs, devra avoir une force legale mais ne sera pas "juridiquement contraignant", contrairement a ce que demandaient les Europeens a Durban.

Le sommet s'est acheve dimanche avec 36 heures de retard en raison de divergences sur la formulation de la feuille de route, et restera, dans l'histoire des negociations climatiques, comme le record du genre.

Soulagement diplomatique

"Nous avons ecrit l'histoire", s'est felicitee Maite Nkoana-Mashabane, ministre sud-africaine des affaires etrangeres, en conclusion du sommet. "On n'a pas sauve la planete, mais on s'engage sur un accord global", a relativise, sur France Info, la ministre francaise de l'ecologie Nathalie Kosciusko-Morizet.

"Nous pensons que nous avons eu la bonne strategie et cela a marche", a pour sa part commente la commissaire europeenne pour le climat, Connie Hedegaard : "l'essentiel est que toutes les grandes economies, toutes les parties

en presence se sont legalement engagees sur l'avenir et c'est pour cela que nous etions venus".

Les deux pays les plus reticents a se soumettre a des engagements internationaux, l'Inde et les Etats-Unis, se sont egalement declares satisfaits. "Nous avons eu d'intenses discussions. Compte tenu de la souplesse et de la bonne volonte affichee par tous, nous avons fait preuve de souplesse", a declare Jayanthi Natarajan, la ministre indienne de l'environnement.

"L'affaire s'est finalement bien terminee", a estime le representant americain pour le climat Todd Stern : "C'est la premiere fois que l'on va voir des pays en developpement accepter d'etre tenus par un accord legal sur le climat".

Un manque de promesses

Reste maintenant a savoir quelle sera l'ambition de ce nouveau pacte. Les 194 pays membres de la convention climat des Nations unies se retrouveront pour en discuter au Qatar, le pays qui produit le plus d'emissions de CO2 par habitant au monde, d'ici fin 2012.

Pour l'heure, le texte adopte a Durban se contente d'acter la creation d'un groupe de travail qui devra identifier " les solutions pour eliminer le fossé qui existe entre les promesses d'engagements de reduction d'emissions faites d'ici a 2020 et les efforts qu'il faudrait realiser pour maintenir la hausse moyenne des temperatures en dessous de 2°C".

Un recent rapport du Programme des nations unies pour l'environnement estime que seulement 60 % de ces efforts sont aujourd'hui acquis. "Le monde reste sur une trajectoire d'un rechauffement superieur a 3°C avec les consequences tres graves qui en decoulent" a rappele Climate Action Tracker, une organisation qui rassemble des scientifiques, a l'issue de la conference de Durban.

"Les dommages les plus severes du rechauffement vont etre ressentis en Afrique de l'ouest et en Asie du sud. En limitant le rechauffement en dessous de 2°C, l'adaptation coutera 50 % moins cher que si la hausse des temperatures atteint 3°C" explique l'organisation, en soulignant que le cout de l'adaptation pour les pays vulnerables sera d'autant plus eleve.

Certes, le texte signe dimanche matin doit obliger les plus gros pollueurs (Chine, Inde, Etats-Unis) a prendre des mesures pour reduire leurs emissions de gaz a effet de serre. Mais l'accord ne s'accompagne pas d'une hausse du niveau des promesses des pays pour mettre en pratique ces reductions, alors que ces promesses sont, deja, considerees largement insuffisantes pour contenir le rechauffement sous le seuil de 2°C.

Les Organisations non gouvernementales ont d'une voix unanime critique cette absence de nouveaux engagements concrets : "une nouvelle fois, les negociations climatiques ont echoue a faire de reels progres pour lutter contre le changement climatique. Le 'paquet de Durban' est un jeu d'illusion sans objectifs reels" a denonce Susann Scherbarth, des Amis de la Terre Europe.

Une prolongation de l'accord de Kyoto

L'adoption de cette feuille permet egalement de prolonger le protocole de Kyoto, apres son expiration prevue fin 2012. Cette decision leve les incertitudes sur la survie des "outils" de Kyoto, au premier rang desquels les "Mecanismes de developpement propres" qui permettent de developper des projets fondees sur des technologies peu emettrices de CO2 dans les pays du Sud.

La prolongation de Kyoto etait une revendication forte des pays en developpement. Alors que les Etats-Unis n'ont jamais ratifie ce protocole, les pays émergents restent attaches au seul texte legalement contraignant sur la reduction d'emission de substances responsables du rechauffement, au premier rang desquels le CO2.

Le sommet de Durban a de nouveau ete l'occasion pour ces pays de rappeler que le Nord a une responsabilite "historique" dans l'accumulation de CO2 dans l'atmosphere. Les petits Etats insulaires et les pays vulnerables au changement climatique ont egalement denonce avec violence "l'irresponsabilite" des grands pays pollueurs tout au long de la conference.

En echange de la feuille de route signee dimanche 11 decembre, l'Union europeenne a ainsi accepte de s'engager dans une seconde periode d'engagement du protocole, alors que la premiere phase d'engagement de Kyoto doit prendre fin apres 2012.

La question juridique en suspens

A aussi ete officiellement cree, dimanche, un Fonds vert pour le climat destine a aider les pays pauvres a faire face au rechauffement climatique. Cependant, la question centrale de l'alimentation de ce fonds reste largement sans reponse, alors que l'engagement, pris a Copenhague il y a deux ans, etait d'aboutir a 100 milliards de dollars par an a partir de 2020.

L'Union europeenne, qui avait mis tout son poids dans la balance pour aboutir a un accord juridiquement contraignant, a du egalement se contenter, a Durban, d'un texte laissant l'avenir de cette question en suspens dans

le cadre du futur pacte climatique de 2015. Face a la vive opposition de l'Inde, les Europeens ont finalement accepte une formulation decrivant l'accord de 2015 comme "un protocole, un autre instrument legal ou une solution concertee ayant une force legale".



http://www.lemonde.fr/planete/article/2011/12/11/climat-un-accord-a-durban-pour-un-nouveau-pacte-mondial-en-2015_1617160_3244.html



La COP17 succombe dans l'apartheid climatique - L'antidote est l'Accord des Peuples de Cochabamba, Climate Justice Now, 11/12/11
Maxime Combes

Durban, Afrique du Sud - Les decisions issues du sommet des Nations-Unies sur le climat a Durban - COP17 - constituent un crime contre l'humanite, selon Climate Justice Now ! coalition de mouvements sociaux et de la societe civile. Ici en Afrique du Sud, qui a inspire le monde entier par les luttes de liberation menee par la majorite noire du pays, les nations les plus riches ont cree avec cynisme un nouveau regime d'apartheid climatique ...



Lire la suite : <http://climatjustice.org/>



Climat : sueurs froides et accords ties a Durban, Fondation pour la Nature et l'Homme, 11/12/11
Benoit Faraco

La 17e Conference des Nations Unies sur le Climat s'est achevee à Durban dans la nuit de samedi à dimanche, apres 48 heures de debats confus. La finalisation d'un accord sur l'avenir du regime climatique semble avoir soulage l'immense majorite des delegations, mais les decisions adoptees laissent sceptiques quant à la volonte des gouvernements de la planete de s'attaquer serieusement au probleme des emissions de gaz à effet de serre. Un nouvel accord qui ne suffira pas à rester en dessous de 2°C ...



Lire la suite : <http://www.fondation-nature-homme.org/blog/climat-sueurs-froides-et-accords-tiedes-durban>



Climat : Durban sauve Kyoto, mais avec des ambitions modestes, Les Echos, 12/12/11, 07:00
Joel Cossardeaux, a Durban

A l'issue des negociations marathon de l'ONU qui se sont achevees hier a Durban, 195 pays vont s'engager dans la lutte contre le rechauffement. L'accord qui reste a negocier d'ici a 2015 risque d'etre peu contraignant pour les Etats. Durban fera date pour la duree de ses travaux, les plus laborieux et les plus perilleux - quatre jours non stop -de l'histoire des conferences climat de l'ONU. C'est moins sur pour ce qui est des resultats obtenus, en decalage assez net avec les perspectives scientifiquement etablies d'un rechauffement accelere de la planete.

Hier matin, au terme d'une journee supplementaire et d'une deuxieme nuit blanche de negociation, les delegues des 195 Etats representes dans la capitale sud-africaine n'en sont pas moins parvenus a s'entendre sur un texte dans lequel, pour la premiere fois, tous les pays se declarent prêts a passer a l'action pour contenir la montee du mercure, mais dans des termes encore difficiles a apprecier.

Tous les pays, c'est-a-dire aussi la Chine et l'Inde, qui, apres les Etats-Unis, ont donc fini par se rallier a la feuille de route defendue par l'Union europeenne. Les trois principales « puissances emettrices » de gaz a effet de serre (pres de la moitie du CO2 envoye chaque annee dans l'atmosphere) vont s'asseoir a la meme table de negociation que les autres pays pour tenter de s'entendre en 2015 sur un accord global de reduction.

Cette derniere initiative constitue une reelle avancee si l'on considere que les economies emergentes devraient enfin s'engager sur des objectifs de diminution de leur gaz a effet de serre (GES) au niveau multilateral.

Les 37 pays les plus industrialisés signataires du protocole de Kyoto de 1997 (hors les Etats-Unis qui ne l'avaient pas ratifié) ne seront donc plus les seuls à fournir des efforts et à en être comptables devant la communauté internationale. C'est ce que réclamait l'Union européenne, laquelle, des lors, a accepté à Durban de prendre de nouveaux engagements, au-delà de ceux qui s'achèvent en 2012 (baisse de 8 % en moyenne des GES entre 2008 et 2012 par rapport à 1990). L'Europe satisfait ainsi une revendication forte émise par les pays en développement au nom de la responsabilité « historique » des pays riches dans l'accumulation de CO₂ dans l'atmosphère. Mais cette prolongation ne pèse pas très lourd (15 % du total des émissions produites annuellement dans le monde) au regard du défi climatique. D'autant que le Canada, le Japon et la Russie n'entendent pas revenir dans le jeu.

Un accord sans date précise

La conférence de Durban sauve à la fois le protocole de Kyoto et prépare en même temps sa succession. Le futur traité global de réduction doit en effet entrer en vigueur « à partir de 2020 ». Une formulation qui exclut toute date ferme et ne revêt pas une réalité très contraignante, contrairement à ce que voulaient les pays en voie de développement et les îles-Etats menacés de submersion.

Au risque de donner l'impression de s'en désolidariser, les pays émergents comme les Etats-Unis ont tout fait pour ne pas se lier inconsidérément les mains. L'Europe a, ainsi, du accepter l'introduction dans son projet de feuille de route d'une terminologie adoucie pour qualifier le futur traité global. Il s'agira d'ici à 2020 de parvenir à « un protocole, un autre instrument légal ou une solution légale ayant une force légale ».

L'accord intervenu hier ne s'accompagne pas d'une hausse du niveau d'ambition des pays pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Les engagements annoncés ne permettront pas de tenir le réchauffement de la planète sous le seuil de 2 degrés Celsius d'ici à 2100. Un niveau qui semble déjà largement sous-évalué. Les scénarios actuels projettent le réchauffement dans une fourchette de 3,5 à 6 degrés.

Durban se solde enfin par la mise en place du mécanisme de fonctionnement du Fonds vert. Annonce l'an dernier à la conférence de Cancun, cet instrument doit aider financièrement les pays en développement à faire face au changement climatique. Il doit être alimenté de 100 milliards de dollars par an à partir de 2020. Pour l'instant il reste une coquille vide.



<http://www.lesechos.fr/entreprises-secteurs/energie-environnement/actu/0201789396042-climat-durban-sauve-kyoto-mais-avec-des-ambitions-modestes-261577.php>



Durban : accord a minima pour le réchauffement, ITele, 11/12/11, 11h30

Après quinze jours de négociations, le sommet climatique de Durban s'est conclu ce dimanche matin. Les représentants de quelque 190 pays ont trouvé un accord pour poursuivre, au-delà de 2012, le protocole de Kyoto. Un accord a minima pour lutter contre le réchauffement climatique...



http://www.dailymotion.com/video/xmwkwr_durban-accord-a-minima-pour-le-rechauffement-climatique_news



Durban : le changement climatique devra encore attendre, EuroNews, 11/12/11

Après avoir frôlé le désastre en cas d'absence d'accord, les 190 pays participant à la Conférence des Nations unies sur le climat, qui s'est tenue à Durban (Afrique du Sud), ont arraché au beau milieu (de la nuit la signature d'une "feuille de route". Un texte de compromis prolongeant le Protocole de Kyoto jusqu'à la mise en place d'un nouveau cadre engageant cette fois l'ensemble des pays et non seulement les plus riches.

ONG et syndicats français unis pour la justice environnementale et sociale !

7 décembre 2011



Le 3 décembre, les organisations environnementales, les organisations de solidarité internationale et les organisations syndicales de salariés françaises ont participé à la grande manifestation qui a réuni plusieurs milliers de représentants de la société civile, à Durban, en Afrique du Sud, à l'occasion de la conférence de l'ONU sur les changements climatiques. Un véritable succès pour la société civile mobilisée.

Nos organisations se sont réunies pour parler d'une seule voix et dénoncer les injustices comme les risques environnementaux et sociaux liés aux changements climatiques. Cette 17ème Conférence des Parties, qui se déroule en terre africaine avec une forte charge symbolique, saura-t-elle faire progresser la justice climatique ?

Alors que les négociations ont commencé il y a dix jours, et que les ministres entament aujourd'hui les négociations politiques, nos organisations tirent la sonnette d'alarme sur les décalages entre des discours politiques, et la réalité très insuffisante des actions engagées par les Etats. Rappelons qu'aujourd'hui, les objectifs de réduction d'émissions sur la table nous entraînent vers un réchauffement climatique de 4°C à 6°C.

Le sommet de Durban ne peut se limiter à entériner le sauvetage heureux du processus onusien, seul véritable acquis politique du sommet de Cancun en 2010. Il doit donner de l'ambition aux négociations sur le climat et un nouvel horizon aux populations, victimes du dérèglement climatique au Nord comme au Sud.

Ces ambitions impliquent des ruptures profondes avec les choix économiques, industriels et financiers opérés jusqu'ici et qui mettent à mal nos sociétés, les populations et les écosystèmes.

Ce sommet doit enclencher une révision des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour s'inscrire sur la trajectoire de limitation du réchauffement bien en deçà de 2°C. C'est là une question de survie, tout particulièrement pour les populations les plus vulnérables aux impacts des changements climatiques.

L'inaction, ou la faiblesse d'action, sur le climat génère partout des injustices sociales, au Nord comme au

Sud. Il ne peut y avoir de travail décent et d'équité que si le climat est protégé. Le moment est venu de mettre un réel contenu social à la notion de transition juste vers une économie et un développement bas carbone refusant tout dumping social.

Les crises économiques, financières et écologiques révèlent avant tout une crise systémique. Elles représentent autant d'opportunités à saisir pour une refonte du système économique. Nul ne saurait se satisfaire d'une culture de l'austérité qui place au second rang l'urgence climatique, accentue les inégalités comme les souffrances sociales, et in fine affaiblit encore l'économie.

La France et l'Europe doivent s'appuyer sur les différentes composantes de la société civile, entendre ses messages et porter avec fermeté et ambition les mesures suivantes :

- ▶ Fixer à Durban un objectif mondial de réduction des émissions de GES d'au minimum 80% d'ici 2050 (par rapport à 1990) avec un pic des émissions d'ici 2015 ;
- ▶ Adopter ici même, une deuxième période d'engagement du Protocole de Kyoto dans la perspective d'un accord mondial juridiquement contraignant qui devra être conclut au plus vite ;
- ▶ Identifier et mobiliser de nouvelles sources de financement, dont des mécanismes innovants. Les financements doivent être gérés démocratiquement et être additionnels à l'existant. A ce titre, une taxe sur les transactions financières peut et doit être créée. Ses revenus devront être dédiés notamment à la justice climatique ;
- ▶ Inclure les aspects du monde du travail pour plus de justice sociale : protection sociale de base, formation, développement et reconnaissance des compétences, sécurisation des parcours professionnels, qualité de l'emploi et sa rémunération notamment, en lien étroit avec l'OIT pour la mise en oeuvre et le suivi ;
- ▶ Garantir le caractère contraignant et juridiquement opposable de ces mesures.

Dans un combat commun, syndicats et associations appellent à agir partout pour infléchir la timide ambition de Durban, ouvrir un nouvel horizon pour tous les citoyens du monde et les générations futures et combler le fossé entre urgence climatique et volonté politique.

Contacts :

- ▶ [Marc Mossalque](#), Réseau Action Climat, +27 (0)725 49 69 04 (Durban).
- ▶ [Daniel Geneste](#), CGT : +33 (0)6 81 75 21 54
- ▶ [Chantal Duray-Soundron](#), Coordination Sud : +27 (0)7 94 74 77 12 (Durban)
- ▶ www.rac-f.org

l'International Centre for Trade and Sustainable Development

Alors que Durban se prépare à l'arrivée des ministres, l'incertitude persiste sur les questions centrales

6 décembre 2011, par **International Centre for Trade and Sustainable Development (ICTSD)**

De mémoire récente, cette conférence des parties de la CCNUCC apparaît comme la plus mal engagée. Ce constat semble d'ailleurs être la seule chose sur laquelle les délégués et observateurs peuvent se prononcer avec certitude, alors que Durban arrive au terme de sa première semaine. Si l'on se base sur l'inconstance des discussions jusqu'à présent, mais que l'on se rappelle le rapide retournement de situation opéré l'année dernière à Cancun une fois le flambeau repris par les ministres, on comprend que la majorité des personnes proches des discussions déclarent aujourd'hui que "tout peut arriver".

Le mystère qui a pesé sur la première semaine est dû en grande partie au nombre élevé de groupes de contacts privés, de sessions informelles et d'"indabas" - discussions informelles d'inspiration Zoulou encouragées par le président de la CP Maite Nkoana-Mashabane - qui se sont penchés sur de nombreuses questions. Médias et délégués ont avoué qu'il était difficile de suivre les nombreuses discussions et leur progression.

[En savoir plus sur le site de l'International Centre for Trade and Sustainable Development \(ICTSD\)](#)

Qui finance le changement climatique ?

30 novembre 2011, par **Caroline Prak, Les Amis de la Terre**

L'implication des banques dans le financement du secteur du charbon : le TOP 20 des banques climaticides

Durban, le 30 novembre 2011 - Ce matin, les organisations [urgewald](#) (Allemagne), [groundWork](#) et [Earthlife Africa Johannesburg](#) (Afrique du Sud), et le réseau international Banktrack - dont les Amis de la Terre France sont membres - ont lancé à Durban une nouvelle étude sur les portefeuilles des plus grandes banques mondiales : Bankrolling Climate Change (1). Ce rapport établit pour la première fois un classement climat complet de ces institutions financières, sur la base des financements à l'industrie du charbon (2).

"Nous avons choisi de nous centrer sur le financement du charbon car les centrales à charbon sont la plus grande source d'émissions de gaz à effet de serre", explique Heffa Schueking d'Urgewald. "Bien que le changement climatique ait déjà des impacts graves sur les sociétés les plus vulnérables, il y a de nombreux projets de construction de nouvelles centrales à charbon. Si les banques fournissent l'argent nécessaire à ces projets, elles vont ruiner les efforts pour limiter le réchauffement climatique à 2 °C".

L'étude identifie **20 principales "banques climaticides"** (3), dont les trois françaises BNP Paribas, Crédit Agricole et Société Générale. Parmi le top 20, on retrouve aussi des banques des États-Unis, du Royaume-Uni, d'Allemagne, de Suisse, de Chine, d'Italie et du Japon. Les trois banques alimentant le plus le changement climatique sont JP Morgan Chase (16,5 milliards d'euros), Citi (13,7 milliards d'euros) et Bank of America (12,6 milliards d'euros).

Les centrales à charbon sont chères à construire - environ 2 milliards de dollars pour une centrale de 600MW - et les producteurs d'énergie doivent donc se reposer fortement sur les banques pour trouver le capital nécessaire. *"Nos chiffres montrent clairement que le financement du charbon augmente, il a presque doublé entre 2005 - année d'entrée en vigueur du protocole de Kyoto - et 2010",* remarque Tristen Taylor d'Earthlife Africa Johannesburg.

Yann Louvel, de BankTrack et des Amis de la Terre France, complète : "*Presque la totalité des 20 banques climaticides ont fait des déclarations ambitieuses d'engagement pour combattre le changement climatique. Mais les chiffres montrent que leur argent n'obéit pas à leurs promesses*". Les politiques internes de ces banques, ainsi que les engagements volontaires tels que les "*Principes Climat*" n'ont produit aucun changement dans les portefeuilles des banques.

Bobby Peek de groundWork (Les Amis de la Terre Afrique du Sud) conclut : "*Les projets de nouvelles mines et centrales à charbon rencontrent une farouche résistance partout dans le monde. Nous allons maintenant mettre cette pression sur les banques*". Depuis plus d'un an, Les Amis de la Terre font ainsi campagne contre les centrales de Medupi et Kusile en Afrique du Sud, qui ont reçu des prêts du Crédit Agricole, de BNP Paribas, de Société Générale et du CIC, ainsi que de l'État français au travers d'une garantie de la Coface et d'un prêt de la Banque mondiale.

Les associations demandent donc aux banques de devenir des acteurs responsables face au climat et de quitter le secteur du charbon, en réorientant leur portefeuille vers l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, et en mettant en oeuvre des objectifs ambitieux de réduction des émissions de CO2 induites par leurs financements et investissements.

(1) Le rapport Bankrolling Climate Change (Financer le changement climatique) est en pièce jointe et disponible sur le site des Amis de la Terre et de BankTrack :

 <http://www.amisdelaterre.org/IMG/pd...>

 www.banktrack.org

(2) L'étude examine les portefeuilles de 93 banques leaders dans le monde, et comptabilise leur soutien aux 31 plus grandes entreprises minières du charbon (représentant 44 % de la production mondiale de charbon) et aux 40 principaux producteurs d'électricité provenant du charbon (qui détiennent plus de 50 % de la capacité mondiale de génération à partir du charbon). La valeur totale du financement du charbon fournit par ces banques depuis 2005 est de 232 milliards d'euros.

(3) Le tableau ci-dessous montre les 20 plus grands financeurs de l'industrie du charbon depuis 2005 (année d'entrée en vigueur du protocole de Kyoto).

Le top 20 des banques climaticides

Rang Banques en millions d'euros

#1 JPMorgan Chase 16.540

#2 Citi 13.751

#3 Bank of America 12.590

#4 Morgan Stanley 12.117

#5 Barclays 11.514

Durban : reculer pour mieux sauter ?

#6	Deutsche Bank	11.477
#7	Royal Bank of Scotland	10.946
#8	BNP Paribas	10.694
#9	Credit Suisse	9.495
#10	UBS	8.217
#11	Goldman Sachs	6.770
#12	Bank of China	6.323
#13	Industr. Bank of China	6.182
#14	Crédit Agricole /Calyon	5.637
#15	UniCredit / HVB	5.231
#16	China Construction Bank	5.110
#17	Mitsubishi UFJ Financial	4.980
#18	Société Générale	4.742
#19	Wells Fargo	4.523
#20	HSBC	4.432

Data provided by Profundo

Pour plus d'informations, contactez à Durban :

Heffa Schücking, heffa@urgewald.de, Tel : (49)-160-96761436

Yann Louvel, yann@banktrack.org, Tel : (33)-688-907868

Bobby Peek, bobby@groundwork.org.za, Tel : (27)-82-4641383


Tristen Taylor, tristen@earthlife.org.za, Tel : (27)-84-2502434


 [Les Amis de la Terre](#)

GoodPlanet présent aux négociations climat de Durban

29 novembre 2011, par **Fondation GoodPlanet**

Depuis lundi 28 novembre se tient la 17ème Conférence des Parties, ou COP 17, à Durban en Afrique du Sud. Le principal enjeu des négociations sera la prolongation du protocole de Kyoto, qui prend fin en 2012. Alors qu'il est aujourd'hui le seul instrument légal qui contraint les pays industrialisés à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, la poursuite d'une deuxième phase est très peu probable à court terme. Pire, les engagements de certains pays industrialisés ne seront pas respectés. Les négociations, toujours plus tendues entre les pays du Nord et les pays du Sud, se focaliseront néanmoins sur certains points spécifiques, dont les enjeux restent de taille.

 Rendre opérationnel le « fond vert », censé financer l'atténuation et l'adaptation au changement climatique des pays du Sud. Ce fonds, qui devra être doté de plusieurs milliards de dollars par an par les pays industrialisés, fait l'objet d'âpres négociations quant à sa gouvernance.

 Avancer encore et toujours sur le mécanisme REDD+, (lutte contre la déforestation et la dégradation des forêts et augmentation des surfaces forestières), qui revêt une importance capitale pour les pays du Sud, de surcroît forestiers. Une décision est attendue quant à sa mise en oeuvre opérationnelle.

Trois collaborateurs d'Action Carbone sont à Durban et suivront les négociations. GoodPlanet interviendra également lors d'un side-event et tiendra un stand à l'occasion du Forest Day.

En savoir plus : <http://www.cop17-cmp7durban.com/>

 [GoodPlanet.org](#)

Les peuples indigènes sont les premiers experts en changement climatique

28 novembre 2011, par **Survival International**

[\[Les Innu du Canada affirment que le changement climatique a affecté la faune et la flore\]](#)

[http://assets.survivalinternational.org/pictures/41/29_screen.jpg] Les Innu du Canada affirment que le changement climatique a affecté la faune et la flore

© Dominick Tyler/Survival

Alors que la conférence des Nations-Unies sur le changement climatique débute à Durban, Survival International recommande que le savoir traditionnel et l'expérience que les peuples indigènes ont accumulés sur l'environnement soient pris en compte dans les décisions globales qui vont être prises sur le changement climatique.

L'empreinte écologique des peuples indigènes, de l'Amazonie à l'Arctique, des déserts australiens aux savanes africaines, est la plus faible qui soit au monde. Ils pratiquent des modes de vie durables depuis des milliers d'années. Mais ils sont également les plus vulnérables au changement climatique et les premières victimes des mesures 'vertes' de rechange telles que les agrocarburants, les barrages hydroélectriques ou encore les projets de conservation. ([Télécharger le rapport](#))

La plupart des peuples indigènes ont développé une connaissance intime de leur environnement et observent avec inquiétude le changement de leurs écosystèmes.

Les chasseurs inuit du nord-ouest du Canada s'inquiètent de l'amincissement de la couche de glace, du raccourcissement des hivers, du réchauffement des étés, de l'altération du permafrost et de la hausse du niveau de la mer.

[Les Innu](#) du Nord-Est du Canada rapportent avoir observé au Nord du Labrador des oiseaux comme le geai bleu qui ne se rencontrent habituellement qu'au Sud du Canada ou aux Etats-Unis ; ils constatent qu'il y a moins de neige durant les mois les plus froids et moins de moustiques en été.

Les éleveurs de rennes nenets de Sibérie disent que la fonte des rivières glacées arrive plus tôt dans la saison, ce qui, au printemps, retarde la migration saisonnière de leurs rennes qui sont contraints de nager pour traverser les rivières autrefois encore glacées. Ils ont également observé la réduction des moustiques.

Les éleveurs tsaatan de Mongolie se plaignent qu'il n'y a plus assez de lichen et de mousse pour nourrir leurs rennes.

[Les Yanomami](#) d'Amazonie brésilienne ont constaté un dérèglement des précipitations. Ils appellent l'opinion publique mondiale à reconnaître non seulement le rôle vital de l'Amazonie dans la régulation du climat de la planète mais aussi celui de la déforestation sur le changement climatique.

'Le changement climatique a débuté dans nos pays', déplore Davi Kopenawa, porte-parole et chamane yanomami. 'Les pays riches ont incendié et détruit d'immenses parties de la forêt amazonienne. Si vous abattez les gros arbres et incendiez la forêt, la planète s'asséchera. Le monde doit écouter les cris de la Terre qui appelle à l'aide'.

Sheila Watt-Cloutier, militante inuit a déclaré : 'Des chasseurs sont tombés à travers une mince couche de glace et ont perdu la vie dans des endroits que nous avons longtemps considérés comme sûrs. L'Arctique est le baromètre santé de la planète. Si vous voulez savoir comment elle se porte, venez en Arctique lui prendre son pouls'.

'On ne peut plus se fier aux compétences traditionnelles de lecture du climat, déplore Veikko Magga, [un éleveur de rennes saami](#). 'Jadis, nous pouvions prévoir le temps qu'il allait faire. Tous ces signes et compétences n'ont plus aucune efficacité de nos jours.'

'Les peuples indigènes sont les meilleurs experts au monde' a déclaré Stephen Corry, directeur de Survival International, 'C'est indiscutable : chez ceux qui ont eu la chance de pouvoir rester sur leur propre terre, les taux de couverture forestière et inversement de perte de biodiversité sont bien plus élevés que dans toutes sortes de zones protégées. Et sans leur savoir écologique traditionnel, de nombreux médicaments n'auraient sans doute pas vu le jour.

'Il devient urgent pour nous tous que leurs savoirs et leur manière d'appréhender le monde soient reconnus. Les

peuples indigènes devraient jouer un plus grand rôle dans le processus de décisions des politiques de lutte contre le changement climatique et leur droit à la possession de leurs terres devrait être universellement reconnu.'

[\[Les Yanomami du Brésil ont constaté un dérèglement des précipitations.\]](#)

[http://assets.survivalinternational.org/pictures/1007/braz-yano-fw-32_screen.jpg]

Les Yanomami du Brésil ont constaté un dérèglement des précipitations.

© Survival

 www.survivalfrance.org

WWF décrypte les enjeux de Durban

WWF DURBAN : La COP 17 s'ouvre lundi sur le continent africain et le WWF en décrypte les enjeux

27 novembre 2011

Les négociations des Nations Unies sur le climat s'ouvrent cette semaine sur le continent Africain. Elles représentent une opportunité unique pour se mettre enfin d'accord sur les éléments essentiels d'un accord global sur le climat. Les leaders politiques se retrouvent à un carrefour des négociations et doivent décider s'ils veulent vraiment passer à l'action pour éviter un bouleversement dangereux des équilibres climatiques de la planète.

1/ Les émissions globales de gaz à effet de serre ont atteint un niveau record en 2010, et nous nous dirigeons vers une augmentation des températures globales supérieure à 2 °C.

D'après le dernier rapport du PNUE, nous devrions réduire nos émissions globales de 44 Gigatonnes d'équivalent CO₂ d'ici à 2020 ; hors nous risquons de rater cet objectif avec un écart de 6 à 11 Gt d'équivalent CO₂ en fonction du caractère plus ou moins ambitieux des objectifs de réduction.

Pour Elise Buckle, responsable des négociations internationales G20, Rio+20 et UNFCCC pour le WWF International et le WWF France : « *Le dernier rapport du Programme des Nations Unies pour l'Environnement lance un signal d'alarme sans appel. Si nous ne réduisons pas plus vite nos émissions de gaz à effet de serre, les livres d'histoire se rempliront de catastrophes naturelles et de drames humains. C'est cette histoire qu'il faut réécrire à Durban.* »

2/ Le dérèglement climatique représente une menace globale qui dépasse les frontières entre pays et entre continents. Il nécessite une action forte et concertée au niveau international.

« *L'écart se creuse également entre le continent africain et les pays riches,* » remarque Elise Buckle. « *Lors du sommet du G20 qui s'est tenu à Cannes sous Présidence française, les pays riches dont la France se sont engagés à mettre en place au plus vite le Fond Vert pour le climat, et à l'alimenter avec des financements innovants, dont la taxe sur les transactions financières et sur les carburants de soute des secteurs maritimes et aériens pour parvenir à déboursier les 100 milliards de dollars par an promis à Copenhague. Pour les pays africains, qui sont en première ligne face au changement climatique, le sommet de Durban sonne l'heure de vérité.* »

3/ La forêt est au coeur des négociations climatiques.

Pour Jean-Baptiste Roelens, Chargé de programme forêts tropicales et climats au WWF France : « *La déforestation et la dégradation des forêts représente un cinquième des émissions globales de gaz à effet de serre, il sera impossible de limiter l'augmentation globale des températures à moins de 2 °C sans enrayer ce cycle de dégradation.* »

En plus de leur rôle de lutte contre le changement climatique, les forêts tropicales abritent 50% de la biodiversité terrestre et rendent de nombreux autres services écologiques. Plus de 1,2 milliards d'être humains en dépendent directement pour leurs moyens de subsistance.

Le WWF appelle les gouvernements réunis à Durban à s'attaquer de toute urgence aux facteurs de la déforestation afin d'atteindre un objectif de « *Zéro nette déforestation et dégradation des forêts d'ici 2020* ».

4/ De Durban à Rio, il faut maintenant se mettre sur la bonne voie

Le sommet de Durban doit aussi mettre la communauté internationale sur la bonne voie pour le sommet de Rio+20, qui marquera en juin 2012 les 20 ans du Sommet de la Terre. Rio+20 doit marquer un nouveau départ pour la gouvernance mondiale, l'économie verte et son financement, ainsi que l'accès à l'eau, l'énergie et l'alimentation, de plus en plus compromis par les impacts du changement climatique.

Les attentes du WWF pour Durban :

1/ **Mettre en place les accords de Cancun**, notamment sur les financements, les forêts et l'adaptation.

2/ **S'engager sur une deuxième période d'engagement du Protocole de Kyoto** et en parallèle sur un mandat pour un nouveau traité impliquant tous les pays d'ici 2015.

3/ **Augmenter le niveau d'ambition des objectifs** de réduction des émissions.

4/ **Identifier et mettre en place les sources de financements innovants pour l'adaptation aux changements climatiques** dans les pays les plus vulnérables en Afrique et sur les autres continents.

En direct de Durban, à ne pas manquer :

▶ Dimanche 27 novembre 13h30 - 14h30 : Lancement du chapitre 3 du Rapport Forêts Vivantes « *REDD+ à la croisée des chemins* » à l'hôtel Blue Waters

▶ Lundi 5 décembre 18h au Pavillon africain : Side event sur le financement de l'économie verte à Durban, avec Jim Leape (DG WWF International) et la Banque Africaine de développement

▶ Mercredi 7 décembre : journée d'action et événement media sur les financements innovants en présence de la Ministre de l'Environnement Nathalie Kosciusko Moriset, WWF, Oxfam et la Confédération Internationale des Syndicats

[Pour plus d'informations et retrouver tous les documents WWF sur le changement climatique](#)

Contacts WWF :

▶ [Elise Buckle](#), Responsable des campagnes G20, UNFCCC et Rio+20 pour le WWF International et le WWF France

, +41 79 278 48 90

Sur place à Durban du 3 au 9 décembre

▶ www.panda.org/cop17

Post-scriptum :

Citations :

▶ *"Les décisions prises à l'aube à Durban sont bien en-deça de ce qu'exige l'urgence climatique. Cet accord de strict minimum possible laisse le monde se diriger comme un somnambule vers un réchauffement de 4°C."*, Oxfam

▶ *"On n'a pas sauvé la planète, mais on s'engage sur un accord global"*, Nathalie Kosciusko-Morizet

▶ *"Durban : accord... pour préparer un accord sur le climat"*, Jane Lindgaard, journaliste et auteure

▶ *"Cela fait plus d'une génération que vous négociez, maintenant, terminez le travail !"*, délégation de jeunes présente à Durban